



Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

Rapport

de la commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil chargée d'étudier la proposition de motion de Marc Saudan, Francisco Taboada, Raphaël Dunand, Masha Alimi, Djawed Sangdel pour la création d'un registre sécurisé de signatures afin de vérifier automatiquement les signatures sur les cartes de vote

Rapport de majorité de Christian Flury (page 4)

Rapport de minorité de Francisco Taboada (page 12)

Proposition de motion (3179-A)

pour la création d'un registre sécurisé de signatures afin de vérifier automatiquement les signatures sur les cartes de vote

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

vu :

- la Constitution fédérale, notamment son article 34 garantissant les droits politiques ;
- l'ordonnance sur la protection des données (OPDo) ;
- la loi fédérale sur la protection des données (LPD), RS 235.1 ;
- la loi fédérale sur les droits politiques (LDP), RS 161.1 ;
- la loi fédérale sur la signature électronique (SCSE), RS 943.03 ;
- la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), A 5 05 ;
- la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD), A 2 08 ;
- le règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques (REDP), A 5 05.01,

considérant :

- que des incidents récents, notamment dans la commune de Vernier, ont révélé des vulnérabilités du vote par correspondance avec l'annulation du premier scrutin et la suspension du deuxième ;
- que le canton de Genève, pionnier du vote électronique, doit également garantir la fiabilité du vote par correspondance, devenu la méthode de vote majoritaire (plus de 90% des votants) ;
- qu'un registre cantonal sécurisé de signatures, limité à la vérification des cartes de vote et conforme à la LPD, permettrait de réduire le risque de fraude, d'uniformiser les pratiques communales, de renforcer la transparence et d'améliorer l'efficacité administrative ;
- que la technologie moderne de reconnaissance graphique, utilisée sous stricte supervision humaine, permet une vérification fiable, audité et reproductible ;

- que la LPD exige un contrôle accru, une minimisation des données, une journalisation des accès, des mécanismes de sécurité forts et une suppression programmée des données,

invite le Conseil d'Etat

- à étudier et à proposer au Grand Conseil la création d'un registre cantonal sécurisé de signatures manuscrites, destiné exclusivement à la vérification des cartes de vote reçues par correspondance basée sur des technologies de reconnaissance graphique certifiables et accompagnée d'un contrôle final par des agents électoraux habilités ;
- à établir un cadre légal précis avec la LPD, la LIPAD, la LEDP et l'ensemble des exigences légales en matière de minimisation, sécurité, finalité et consentement des données personnelles réglant la collecte, l'usage, la conservation, l'accessibilité et la destruction des données de signature, et prévoyant un audit régulier par le préposé cantonal à la protection des données.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Christian Flury

Sous la présidence de M. Jean-Marie Voumard, la commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil a examiné cette proposition de motion lors de ses séances des 11 mars et 13 mai 2026.

M^{me} Alessia Tavares de Albuquerque-Campagnolo, directrice adjointe, Direction des affaires juridiques (DAJ/CHA), et M. Jean-Luc Constant, secrétaire scientifique de commissions parlementaires (SGGC), ont assisté aux travaux de la commission. Qu'ils soient chaleureusement remerciés pour leur précieuse contribution.

Nous remercions également M^{me} Coralie Tschanz pour son méticuleux et précis travail de procès-verbaliste.

En résumé

Cette proposition de motion fait partie des différents objets parlementaires qui ont été déposés à la suite de la constatation d'irrégularités survenues dans une commune genevoise lors d'élections. Ses auteurs demandent la création d'un registre cantonal des signatures qui permettrait de comparer, aux fins de validation, les signatures des cartes de vote et celles dudit registre.

La majorité de la commission est arrivée à la conclusion que la création d'un tel registre n'apporterait pas d'élément sécuritaire significatif et alourdirait les processus de dépouillement.

Séance du mercredi 11 mars 2026 :

Présentation de la proposition de motion par Monsieur le député Marc Saudan, premier signataire

M. Saudan explique s'être interrogé à la suite de récents événements survenus lors des élections des conseils administratifs et municipaux en 2025. Il constate que, sur des cartes de vote, un simple trait peut être apposé comme signature, sans qu'il soit possible d'identifier son auteur. Selon lui, une personne mal intentionnée pourrait ainsi remplir plusieurs bulletins et voter de manière groupée sans qu'il soit facile de détecter une éventuelle fraude. Il s'est demandé s'il serait possible d'améliorer les contrôles.

Il évoque à ce propos la possibilité pour le canton de disposer d'un registre individualisé de signatures. Ce système, lorsque les enveloppes arrivent au service des votations et sont ouvertes, voudrait qu'un scanner identifie la carte de vote et vérifie automatiquement la signature. Un signal sous la forme d'une lumière verte ou rouge indiquerait si la signature est valide ou non. Si la vérification est positive, la carte serait validée. En cas de signal négatif, la carte de vote pourrait être mise de côté avec le bulletin correspondant afin de procéder à une vérification ultérieure, par exemple en contactant la personne concernée.

L'utilisation d'outils d'analyse automatisés, éventuellement basés sur l'intelligence artificielle, permettrait d'effectuer ces vérifications rapidement. Ce système permettrait également de constater, après contact avec l'électeur, si celui-ci n'a pas voté, ce qui pourrait permettre d'identifier une éventuelle fraude.

M. Saudan estime, dans l'attente d'une éventuelle généralisation du vote électronique, qu'un tel dispositif pourrait constituer une solution intermédiaire permettant de renforcer les contrôles.

Un député (PLR) remercie M. Saudan pour sa présentation. Il lui demande s'il a eu l'occasion d'échanger avec l'administration afin de connaître l'état d'avancement des réflexions dans ce domaine. Il relève que la proposition présentée peut avoir du sens dans une approche globale, mais s'interroge sur la proportionnalité entre le risque de fraude et les moyens nécessaires à la mise en place d'un tel système. Il rappelle également que la commission examine la question du vote électronique et des dispositifs de contrôle depuis plus d'une législature et demande si M. Saudan a analysé les objets déjà traités afin de vérifier si sa proposition apporte des éléments nouveaux.

M. Saudan indique ne pas avoir effectué de recherche particulière sur les objets précédents. Il précise que sa réflexion est née à la suite des événements récents. Concernant la question pratique, il relève que les enveloppes doivent de toute manière être ouvertes manuellement, et estime que l'ajout d'un contrôle par scanner ne représenterait pas nécessairement un travail supplémentaire important.

A ce député (PLR) qui précise que sa question portait également sur la gestion et la mise à jour d'un registre de signatures, M. Saudan note que les électeurs sont déjà recensés. Il ignore toutefois si une signature est actuellement enregistrée auprès de l'état civil. Il estime qu'un tel registre devrait être mis à jour notamment en fonction des personnes décédées, qui ne recevraient de toute manière plus de carte de vote. Les nouveaux électeurs devraient simplement déposer leur signature dans ce registre. Les vérifications

téléphoniques ne concerneraient que les cartes de vote dont la signature ne correspondrait pas lors du contrôle automatisé. Il répond ensuite à la première question en indiquant qu'il a échangé de manière informelle avec des personnes présentes dans un local de vote, mais qu'il n'a pas adressé de demande écrite à la chancellerie à ce sujet.

A un autre député (PLR) évoque les locaux de vote dans lesquels un contrôle de la pièce d'identité est effectué et demande si une telle pratique existe dans d'autres cantons, M. Saudan indique qu'il n'est pas en mesure de répondre précisément, mais estime que cela ne semble pas être le cas.

Une députée (PLR) remercie M. Saudan pour sa présentation. Elle demande si la proposition vise la création d'un répertoire de signatures pour l'ensemble de la population, ou si le système envisagé servirait uniquement à vérifier les signatures dans les cas où des bulletins paraîtraient suspects, le scan permettant alors d'identifier les cartes potentiellement frauduleuses.

M. Saudan précise que l'enveloppe de vote ne peut pas être ouverte avant certaines étapes, afin de préserver le secret du vote. Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre le bulletin et la carte de vote si celle-ci est falsifiée. Selon lui, si une vérification permet d'établir que la signature ne correspond pas à celle de l'électeur concerné, il serait alors possible de procéder à des vérifications supplémentaires.

Un député (MCG) demande s'il a bien compris que le problème ne concerne pas tant les cartes de vote que les bulletins eux-mêmes. Il estime que ce sont les bulletins qui pourraient être manipulés. Il a de la peine à comprendre en quoi un registre de signatures permettrait d'identifier les fraudes, si celles-ci ont lieu au niveau des bulletins.

M. Saudan note que c'est précisément ce qu'il évoquait. Au moment où l'enveloppe de vote est reçue et ouverte, si la carte de vote est identifiée comme correcte, l'enveloppe contenant le bulletin part pour le dépouillement. Il ajoute qu'en revanche, si la carte de vote présente une anomalie, l'enveloppe contenant le bulletin est conservée afin de procéder à des vérifications. Il précise que si la personne concernée indique ne pas avoir voté, le vote serait alors considéré comme illégal et l'enveloppe pourrait être ouverte afin de vérifier si le bulletin a été modifié ou rempli de manière compacte.

Ce député (MCG) relève qu'une fois les bulletins séparés de leurs enveloppes, il ne sera plus possible de faire le lien avec la carte d'électeur, même si plusieurs bulletins présentent des irrégularités.

M. Saudan constate que c'est effectivement la situation actuelle. Il estime que la création d'un registre de signatures permettrait justement d'agir en amont, de manière préventive.

Une députée (S) relève que la proposition remettrait en question la valeur d'une signature sur une carte de vote. Elle s'interroge sur la légitimité d'un tel dispositif : si un registre de signatures était créé pour les votations, cela pourrait ouvrir la porte à d'autres institutions souhaitant également vérifier les signatures qu'elles reçoivent. Elle demande comment M. Saudan répondrait à cet argument. Elle demande également, si la motion devait être examinée, si le dispositif envisagé consisterait à contrôler toutes les enveloppes ou plutôt à effectuer un contrôle aléatoire sur un certain pourcentage.

M. Saudan estime qu'un contrôle aléatoire pourrait être pertinent. Il relève toutefois que les problèmes sont apparus au moment de la publication des résultats, ce qui montre selon lui la nécessité de renforcer les contrôles. Concernant la question de la légitimité de la signature, il indique partager la préoccupation exprimée. Il relève cependant que dans d'autres domaines, par exemple lors d'un retrait bancaire, la signature est également vérifiée sans que cela ne remette en cause sa validité. Selon lui, certaines situations justifient un contrôle plus rigoureux. Il rappelle que les événements survenus en 2025 ont suscité des recours et estime qu'un tel dispositif pourrait contribuer à éviter des contestations systématiques.

La députée (S) demande enfin si un tel dispositif serait annoncé à la population dans un but dissuasif, ou s'il serait appliqué de manière systématique.

M. Saudan indique que, dans le cadre d'un registre de signatures permettant un contrôle par scannage, il ne serait pas nécessaire de vérifier toutes les cartes de vote. Un contrôle pourrait être effectué de manière aléatoire, par exemple une carte sur dix ou une sur vingt.

Un député (UDC) relève que la proposition vise à centrer le contrôle sur la carte de vote. Il reconnaît qu'il est rassurant de savoir que la personne ayant signé est bien celle qui a apposé la signature. Toutefois, il rappelle que le problème identifié à Vernier concernait principalement des bulletins de vote rédigés par une même main, et non l'identité de la personne ayant signé la carte de vote. Il trouve que la difficulté réside plutôt dans le fait que certaines personnes peuvent accorder peu de valeur à leur droit de vote et le confier à d'autres. Il se demande dès lors s'il est pertinent de concentrer le contrôle sur la carte de vote alors que le problème observé concerne surtout les bulletins.

M. Saudan précise que la question s'inscrit dans un débat plus large, notamment lorsque des groupes d'intérêt aident certaines personnes à remplir leurs bulletins, celles-ci signant ensuite la carte de vote. Il indique ne pas être au courant des procédures judiciaires en cours. Il ajoute que certaines enveloppes ont également été votées. Il estime évident qu'il ne sera pas

possible d'empêcher totalement qu'une personne remette sa carte de vote à un tiers. Il souligne qu'il n'existe pas de solution miracle pour sécuriser entièrement un vote.

Le même député (UDC) demande si M. Saudan ne craint pas que la mise en place d'un contrôle des signatures puisse créer une fausse impression de sécurité, alors que le problème principal pourrait se situer ailleurs.

M. Saudan précise que ce type de dispositif pourrait aussi contribuer à sensibiliser la population, en rappelant que le droit de vote ne devrait pas être délégué à une autre personne. Il estime par ailleurs qu'il serait utile que les nouveaux électeurs puissent bénéficier d'une information ou formation sur les droits et devoirs liés au vote.

Un député (S) se réfère à l'audition de la Chancellerie par la commission, au cours de laquelle celle-ci avait indiqué que le canton de Genève offrait déjà plusieurs garanties et que les mesures prises visaient notamment à renforcer les mécanismes d'alerte ainsi que les contrôles a posteriori des signatures. Il rappelle qu'à Vernier, les signatures n'avaient pas été remises en cause, le problème ayant plutôt porté sur l'écriture des bulletins. Il demande dès lors dans quelle mesure la motion répond réellement à cette problématique.

M. Saudan précise que sa proposition ne prétend pas résoudre l'ensemble des problèmes, mais qu'elle pourrait contribuer à renforcer la sécurité du vote et les contrôles. Il estime également qu'un tel dispositif pourrait inciter les électeurs à accorder davantage d'attention à la signature de leur carte de vote et à éviter que d'autres personnes remplissent leur bulletin.

Un député (Ve) demande s'il existe des exemples de pays dans lesquels un tel système de vérification est appliqué.

M. Saudan indique ne pas avoir identifié de tels dispositifs dans les pays européens. Il relève qu'en France, le vote se fait principalement en personne, avec un contrôle sur place. Il pense que le vote par correspondance présente certains risques, mais il permet aussi de maintenir un niveau de participation élevé. Il estime toutefois que la méthode la plus sûre reste le vote à l'urne.

Ce député (Ve) relève que dans ce cas les personnes se rendent au local de vote pour déposer leur bulletin.

M. Saudan précise que sa proposition concerne uniquement le vote par correspondance.

Discussion de commission :

Le président demande si les membres de la commission souhaitent procéder à des d'auditions.

Un député (PLR) propose, avant de reprendre les travaux, de demander à M. Constant un document récapitulatif indiquant combien d'objets similaires ont déjà été traités par la commission lors de la précédente législature. Cela permettrait de disposer d'une vision d'ensemble. Il rappelle que les auditions de la Chancellerie et du SVE sont relativement récentes, mais qu'il serait possible de les réentendre si nécessaire.

Une députée (LC) relève que, dans le cadre de la motion 3136, la commission a auditionné la Chancellerie en septembre 2025. A cette occasion, la question du registre des signatures avait été abordée et la Chancellerie avait expliqué pourquoi un tel registre ne fonctionnerait pas, même si ce système existe notamment aux Etats-Unis. Elle propose de commencer par relire cette motion et les éléments déjà présentés, notamment les mesures sur lesquelles la Chancellerie travaille.

Le même député (PLR) estime qu'il serait utile de disposer d'un historique des travaux, afin de rappeler que la commission s'est déjà intéressée à cette question, notamment après l'abandon du vote électronique lors de la précédente législature. Il estime qu'un tel document permettrait d'avoir une vision des propositions similaires déjà examinées, sans devoir refaire un travail historique approfondi.

Un député (MCG) partage le même constat. Il estime toutefois que le seul moyen d'identifier les fraudes consisterait à lier le bulletin de vote à l'électeur, ce qui entrerait en contradiction avec le secret du vote. Il estime que c'est le seul moyen de remonter jusqu'aux personnes ayant déposé des bulletins falsifiés. Il considère dès lors que la seule manière de prévenir ce type de situation serait d'obliger les électeurs à voter sur place dans un local de vote.

Un député (UDC) relève que, lors des auditions précédentes, toutes ces questions ont déjà été largement clarifiées. Les procès-verbaux existants sont suffisants et il ne lui paraît pas nécessaire de demander à M. Constant de consacrer du temps à établir un historique supplémentaire. Il propose dès lors de passer au vote, estimant qu'il n'y a pas lieu d'aller plus loin dans les travaux.

Un député (S) constate que la question de Vernier a déjà fait l'objet de nombreux objets parlementaires, souvent déposés en réaction à l'actualité. Ceux-ci n'ont pas été retenus, notamment parce que la Chancellerie et la justice ont déjà pris certaines mesures. Il considère toutefois qu'il serait utile de disposer d'un récapitulatif des informations existantes, afin que la commission puisse ensuite décider de la suite à donner.

Un député (LJS) se rallie à la position exprimée par son préopinant de l'UDC. Il estime qu'il serait utile de relire les procès-verbaux, qui contiennent déjà les éléments nécessaires. Il relève que, au moment du dépôt de la motion,

l'ampleur des travaux déjà menés n'était peut-être pas pleinement connue. Il estime que de nouvelles auditions risqueraient surtout d'alourdir les travaux de la commission.

Un député (PLR) signale que la Commission de contrôle de gestion s'est également saisie de cette question. Les procès-verbaux relatifs à ce sujet lui ont été transmis et la Chancellerie a été réauditionnée. Il estime qu'un travail sérieux a été réalisé, même si certaines incertitudes subsistent. Il déclare qu'il serait opportun que la commission de contrôle de gestion établisse un rapport substantiel, reprenant les différents objets traités depuis l'automne, afin de permettre un débat complet en plénière. Il précise qu'il n'y a pas d'urgence immédiate, mais que la question reste importante et mérite un travail de synthèse.

Un député (S) relève que plusieurs échéances électorales approchent et estime dès lors qu'il serait souhaitable que le rapport de commission sur cet objet ne tarde pas trop.

Le président indique qu'une proposition visant à demander l'établissement d'un document de recherche a été formulée par un député (PLR). Un député (UDC) s'y oppose.

Le président, constatant que la commission ne s'y oppose pas et il remercie M. Constant de se charger d'effectuer les recherches demandées.

Séance du 13 mai 2026 :

Suite des travaux, discussion et vote sur la proposition de motion.

Le président rappelle que la commission a déjà mené plusieurs travaux relatifs à cet objet et a notamment auditionné M. Marc Saudan, premier signataire de la motion. M. Constant a par ailleurs distribué une frise historique à la demande d'un député (PLR).

Cette documentation retrace plusieurs objets parlementaires relatifs à la sécurisation du vote par correspondance. Il mentionne notamment la question écrite déposée le 23 novembre 2018 par M. Pierre Bayenet concernant la sécurité du vote par correspondance à Genève, ainsi que la réponse qui y a été apportée en décembre 2018 par le Conseil d'Etat. Il évoque également la motion 2516 relative à l'amélioration de la sécurité du vote par correspondance et du vote électronique, déposée le 19 décembre 2018, ainsi que le rapport de commission du 4 février 2020. Il précise que ces différents documents ont été transmis aux commissaires sous forme de liens internet.

Un député (PLR) remercie M. Constant pour ce rappel historique, relevant que cette réflexion sur la sécurisation du vote est menée depuis plusieurs

années, bien avant les récents éléments d'actualité. Il indique ensuite que le groupe PLR ne soutiendra pas la motion 3179. Selon lui, le SVE n'a pas attendu cet objet parlementaire pour mettre en place des mécanismes destinés à renforcer la sécurité du vote par correspondance, notamment en matière d'authentification des signatures et de gestion des données.

Le même député (PLR) considère dès lors que cette motion n'apporterait pas d'élément supplémentaire concret. Il ajoute que, plus fondamentalement, tant que les électeurs ne disposeront pas d'un accès plus direct et sécurisé à leur carte de vote, certains risques liés à la captation ou à l'influence sur les bulletins de vote continueront d'exister. Selon lui, cette problématique fait partie des limites inhérentes au système actuel.

Le président rappelle que la commission a également auditionné la Chancellerie d'Etat, laquelle avait indiqué poursuivre ses efforts afin de renforcer les contrôles existants. Il souligne toutefois qu'il n'existe actuellement ni à Genève ni en Suisse de base centralisée de signatures et que cette option n'était pas privilégiée par les autorités.

Un député (Ve) indique que son groupe ne soutiendra pas non plus cette motion. Il relève que les éléments transmis à la commission incitent plutôt à attendre qu'une éventuelle solution soit développée de manière plus globale, ajoutant qu'un tel système lui paraît par ailleurs difficile à mettre en œuvre concrètement.

Procédure de vote

Le président met au vote la proposition de motion 3179.

Oui :	2 (1 LJS, 1 LC)
Non :	12 (2 S, 2 Ve, 2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)
Abstention :	0

La proposition de motion 3179 est refusée.

Après avoir désigné les rapporteurs et fixé le délai de restitution du rapport, la commission préavise un traitement de cette proposition de motion en catégorie II/30 minutes.

Mesdames et Messieurs les députés,

La majorité de la commission des droits politiques et du règlement du Grand Conseil vous invite à refuser la proposition de motion 3179.

Date de dépôt : 2 juin 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Francisco Taboada

La Commission des droits politiques et du règlement a examiné la motion 3179 lors de ses séances des 11 mars et 13 mai 2026.

Dans le cadre de ses travaux, elle a procédé à l'audition du premier signataire de la motion, M. Marc Saudan. A l'issue de ses délibérations, la commission a refusé la motion par 12 voix contre 2.

La minorité estime toutefois que les questions soulevées par cet objet demeurent pertinentes et méritent que le Grand Conseil poursuive sa réflexion sur les moyens de renforcer la confiance dans les mécanismes démocratiques et les dispositifs de contrôle liés au vote par correspondance.

Une motion née des interrogations suscitées par les élections communales

Lors de son audition, le motionnaire a expliqué que sa démarche faisait suite aux débats apparus à la suite des élections communales de 2025.

Il a relevé que les cartes de vote retournées dans le cadre du vote par correspondance comportent des signatures dont l'authenticité n'est aujourd'hui pas vérifiée de manière systématique. Constatant cette situation, il a proposé d'étudier la création d'un registre sécurisé permettant de comparer automatiquement les signatures figurant sur les cartes de vote avec celles enregistrées préalablement.

Selon les explications fournies à la commission, un tel dispositif permettrait de signaler certaines anomalies et d'orienter d'éventuelles vérifications complémentaires lorsque cela paraît nécessaire.

Le motionnaire a toutefois précisé à plusieurs reprises qu'il n'existe aucune solution permettant d'éliminer totalement le risque de fraude et que son objectif n'était pas de prétendre résoudre l'ensemble des difficultés liées au vote par correspondance. Il a présenté sa proposition comme une mesure complémentaire susceptible de renforcer les contrôles existants.

Des débats légitimes sur la proportionnalité et l'efficacité du dispositif

Les échanges au sein de la commission ont mis en évidence plusieurs interrogations légitimes.

Plusieurs commissaires ont rappelé que les irrégularités ayant fait l'objet de débats publics concernaient principalement le remplissage de certains bulletins de vote et non l'authenticité des signatures figurant sur les cartes de vote.

D'autres commissaires ont souligné les difficultés qu'une telle mesure pourrait soulever, notamment en matière de protection des données, de gestion d'un registre de signatures, de coûts administratifs et de respect du secret du vote.

Ces interrogations sont réelles et méritent d'être examinées avec sérieux.

Toutefois, la minorité relève précisément que la motion n'impose pas la mise en œuvre immédiate d'un dispositif déterminé. Elle invite le Conseil d'Etat à examiner la faisabilité d'une telle mesure et à en évaluer les conséquences pratiques, techniques, financières et juridiques.

L'acceptation de la motion ne conduirait donc pas à l'instauration automatique d'un registre de signatures. Elle permettrait simplement d'approfondir une réflexion sur une piste supplémentaire de sécurisation du vote par correspondance.

Une proposition qui n'exclut pas des contrôles ciblés

Au cours de son audition, le motionnaire a indiqué que le dispositif envisagé ne devrait pas nécessairement conduire à un contrôle systématique de l'ensemble des cartes de vote.

Il a évoqué la possibilité de procéder à des contrôles aléatoires ou ciblés, par exemple sur une partie seulement des cartes reçues.

Cet élément apparaît important à la minorité. Il démontre que la proposition soumise à la commission ne doit pas être interprétée comme la création d'un système généralisé de surveillance des électeurs, mais comme l'examen d'un mécanisme de contrôle pouvant être adapté et proportionné aux objectifs poursuivis.

Des travaux déjà menés qui ne doivent pas empêcher de poursuivre la réflexion

Les débats ont également rappelé que plusieurs objets parlementaires relatifs au vote par correspondance, au vote électronique ou à la sécurisation des opérations électorales ont déjà été examinés ces dernières années.

Plusieurs commissaires ont relevé que la Chancellerie d'Etat et le Service des votations et élections ont déjà été auditionnés à de nombreuses reprises et que divers travaux sont actuellement en cours.

La minorité partage le constat selon lequel un travail important a déjà été accompli.

Elle observe toutefois que la commission elle-même a jugé utile de demander un document récapitulatif des objets similaires traités précédemment afin de disposer d'une vision globale des réflexions déjà menées.

Cette demande démontre que la question demeure d'actualité et continue de susciter des interrogations au sein du parlement.

Pour la minorité, le fait que d'autres mesures soient déjà à l'étude ou aient déjà été examinées ne constitue pas en soi un motif suffisant pour écarter toute nouvelle réflexion lorsqu'elle vise à renforcer la confiance dans les institutions démocratiques.

Conclusion

La minorité reconnaît que la proposition soumise par la motion 3179 soulève plusieurs questions importantes qui devraient être examinées de manière approfondie avant toute éventuelle mise en œuvre.

Elle relève toutefois que la motion ne demande pas l'introduction immédiate d'un registre sécurisé de signatures. Elle invite le Conseil d'Etat à étudier la faisabilité d'un tel dispositif, à en évaluer les avantages et les limites, ainsi qu'à déterminer s'il pourrait constituer un complément utile aux mécanismes de contrôle déjà existants.

Dans un contexte où la fiabilité des opérations électorales et la confiance de la population dans les institutions démocratiques revêtent une importance particulière, la minorité estime qu'une telle analyse mérite d'être menée.

Pour ces motifs, la minorité vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à accepter la motion 3179.